

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

**JSFS**

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 31 (1890), p. 321-324

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1890\\_\\_31\\_\\_321\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1890__31__321_0)

© Société de statistique de Paris, 1890, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

---

N° 11. — NOVEMBRE 1890

---

### I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 OCTOBRE 1890.

**SOMMAIRE.** — Note nécrologique sur M. Léopold Marx. — Le Mouvement de la population de la France en 1889, par M. Vannacque. — Discussion: MM. Baudry, Turquan, Flechey, Decroix. — Compte rendu du Congrès de Limoges, par M. J. Prunget. — Les Bureaux de statistique du travail aux États-Unis, par M. A. Liécard.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. Octave Keller.

En inaugurant la nouvelle salle de nos séances, M. le président exprime l'espoir que les travaux de la Société s'y effectueront dans des conditions aussi favorables que dans l'ancien siège social de la rue de Grenelle que nous avons dû abandonner non sans quelque regret, car nous ne pouvons oublier les relations amicales qui existaient entre nous et la Société nationale d'Horticulture qui nous donnait l'hospitalité. Que son président actuel, M. Léon Say, qui a été également le nôtre, à une époque mémorable de notre histoire, veuille bien agréer l'expression de nos sentiments reconnaissants.

M. le président rappelle le décès de notre collègue, M. Léopold Marx, ancien inspecteur général des ponts et chaussées; c'est un véritable deuil pour notre Société, à laquelle l'honorable défunt a apporté, il y a quelques années, un concours précieux. On se rappelle les beaux travaux dont il a enrichi notre *Bulletin* sur la vicinalité et l'entretien des routes nationales. M. Marx était encore, au moment de sa mort, président de la commission des chemins vicinaux au ministère de l'intérieur, et sa compétence était universellement reconnue. Nous devons donc un juste tribut de regrets à sa mémoire.

Le procès-verbal de la séance du 16 juillet est adopté sans observations.

Il est procédé à l'ouverture des lettres de plusieurs candidats nouveaux.

M. LOURIOTIS, chef de bureau de la statistique du royaume de Grèce, dont la candidature est soutenue par MM. E. Levasseur et Turquan, est nommé *membre associé* au titre étranger.

Sont nommés membres titulaires :

M. Henri James CLARCK, statisticien du gouvernement de la Trinidad et membre de la Société de statistique de Londres, présenté par MM. Loua et Turquan.

M. BOURDELONQUE, rédacteur au ministère des postes et télégraphes, secrétaire de la commission du congrès postal international, présenté par MM. Levasseur et Turquan.

M. Eugène ROCHETIN, publiciste, présenté par MM. Loua et de Foville.

M. Ernest LAZARUS, directeur à Paris de la Banque russe pour le commerce étranger, présenté par MM. Lafabrègue et Caraby.

M. le secrétaire général lit la nomenclature des ouvrages offerts à la Société pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre, et signale particulièrement la statistique de la navigation intérieure, pour 1889, offerte à la Société par le ministre des travaux publics et l'Annuaire statistique de la ville de Paris (1888). La liste de ces publications se trouve ci-après (1).

\*  
\* \*

M. VANNACQUE dépose le rapport qu'il a présenté au Ministre du commerce sur le mouvement de la population de la France pendant l'année 1889 (2). Jusqu'en 1887, l'administration se bornait à publier à l'*Officiel* le résumé numérique de ce mouvement, mais ces chiffres échappaient à l'attention du grand public, et c'est pour ce motif qu'on s'est décidé à y ajouter un commentaire explicatif.

Après plusieurs années défavorables, l'année 1889 paraît, comme on peut facilement s'en rendre compte, indiquer une situation meilleure que par le passé.

C'est ainsi que non seulement la diminution des naissances semble s'arrêter, mais qu'il y a dans la mortalité une diminution très remarquable.

Il ne faut pas se dissimuler toutefois que dans les derniers mois de l'année la mortalité a pris, par suite de l'épidémie d'*influenza*, une grande extension, dont les effets se sont prolongés dans les premiers mois de l'année 1890, et peuvent augmenter par là, dans une proportion encore inconnue, la mortalité de cette année.

M. BAUDRY fait remarquer qu'une des raisons principales de la diminution de la mortalité est la diminution même des naissances, la mortalité la plus forte portant sur les jeunes enfants. Il ajoute que cette diminution de mortalité peut tenir aussi à l'application de plus en plus générale de la méthode antiseptique.

M. le Président revenant sur l'épidémie de l'*influenza*, fait remarquer que tout en étant un moindre épouvantail pour la population, elle a causé probablement plus de ravages que le choléra. Il regrette, à ce propos, que M. le D<sup>r</sup> Jacques Bertillon ne soit pas présent à la séance. Plus que personne il serait à même de donner des renseignements à ce sujet.

M. Loua croit savoir que M. Turquan a étudié dernièrement l'épidémie de l'*influenza* à Paris à l'aide des chiffres qu'il a empruntés à M. Bertillon.

---

(1) Voir la dernière page du présent numéro.

(2) Voir plus loin le rapport de M. Vannacque, et le tableau qui lui fait suite.

M. TURQUAN dit qu'en effet, il a publié un travail de ce genre dans la *Revue scientifique* (numéro du 9 août 1890). Il est résulté de ses recherches qu'il a poursuivies de semaine en semaine depuis novembre 1889 jusqu'en avril 1890, que la mortalité due à cette cause n'a pas enlevé à Paris moins de 6,000 habitants.

M. E. FLECHEY exprime l'idée qu'il est possible de mesurer l'effet produit par l'influenza, en se basant sur la consommation de la viande à Paris, en 1889. S'il est une consommation constante, c'est bien celle-là. Toutefois, il y a eu pendant cette année une augmentation de 7 millions de kilos environ (193,600,000 contre 186,196,000 en 1887), mais ce progrès est la résultante de deux mouvements contraires : *augmentation* pendant les six mois de l'Exposition qu'on peut évaluer à un peu moins d'un tiers de la consommation ; 2° *diminution* pendant les deux derniers mois de l'année, qui n'a pas été moindre des *deux tiers*.

Cette diminution est sûrement due à l'influenza qui a forcé tant de personnes à garder la chambre et à prendre, au détriment de la viande, une consommation considérable de produits pharmaceutiques.

M. le Président pense que l'idée émise par M. Flechey mérite d'appeler l'attention des statisticiens. Si la diminution de la viande et du pain consommés chaque semaine à Paris, pendant l'influenza, ne permet pas d'évaluer directement le nombre des malades, elle peut cependant servir de base pour déterminer approximativement le nombre total des journées de maladie imputables à cette épidémie, à la condition de connaître le chiffre correspondant de la population.

M. DECROIX voudrait montrer que la diminution de la natalité pourrait provenir de l'abus du tabac. Il demande à renvoyer ses explications à la prochaine séance.

M. Prunget rend compte du congrès ouvert à Limoges par l'Association pour le progrès des sciences, où il avait été délégué par la Société, et fait l'analyse des questions traitées par la section d'économie politique et de statistique. Ce compte rendu paraîtra dans un des prochains numéros de notre journal.

\*  
\* \*  
\*

La parole est accordée à M. Liégeard pour la lecture d'un mémoire sur les bureaux de statistique du travail aux États-Unis.

Avant d'entrer dans le cœur du sujet, l'honorable membre présente quelques considérations générales que nous croyons devoir reproduire ici :

La question sociale est aujourd'hui le principal objet qui préoccupe l'opinion et les pouvoirs publics. Dans tous les pays civilisés, on cherche à diminuer les désavantages qui résultent pour l'ouvrier de l'organisation économique du capital et à améliorer sa condition d'après les bases de l'ordre social existant. Pour y parvenir on a besoin de connaître la condition des ouvriers non pas d'une façon vague et superficielle, mais d'une manière approfondie et détaillée que la statistique sociale est seule en état de nous procurer.

Tant qu'on a cru que les forces économiques pouvaient et devaient s'équilibrer librement, l'État n'avait aucune raison pour intervenir, la statistique sociale était inutile.

Aujourd'hui, le vieil adage de Gournay : « Laissez faire, laissez passer », a fait place à celui d'Auguste Comte : « Savoir pour prévoir, afin de pourvoir. »

On a fini par écouter les réclamations des ouvriers et des réformateurs sociaux et on s'est efforcé d'y satisfaire à l'aide des organes existants dans l'État. On a inauguré une législation sociale.

Tel est, par exemple, l'objet du projet d'enquête ouvrière dont le ministre du commerce

et de l'industrie a saisi le conseil supérieur de statistique dans sa dernière session. Une enquête sur la condition des ouvriers dans les divers départements ministériels est en cours d'exécution et doit être bientôt suivie, si la Chambre accorde les crédits nécessaires, d'une vaste enquête dans l'industrie privée.

Mais ces enquêtes à longs intervalles ne répondent pas complètement aux besoins de la science. Des phénomènes essentiellement variables, comme, par exemple, les salaires des ouvriers, demandent pour les suivre et les étudier, un bureau permanent.

Trois pays sont entrés dans cette voie : les États-Unis, le Royaume-Uni et la Suisse. Plusieurs États de l'Union américaine ont fondé des bureaux de statistique du travail et le Congrès a créé un bureau fédéral pour centraliser, autant que possible, les résultats.

L'Angleterre a institué auprès du département du commerce un bureau du travail. La Suisse a subventionné et rattaché au département du commerce et de l'agriculture un secrétariat ouvrier fondé par diverses associations ouvrières de la confédération.

De toutes ces créations, celle des États-Unis est de beaucoup la plus importante, tant par son ancienneté, son nombreux personnel et sa riche dotation, que par l'étendue et la valeur de ses travaux.

Le docteur Joachim de l'Université de Vienne a publié une brochure donnant l'histoire, l'organisation et le fonctionnement des bureaux de statistique du travail américains. C'est cette brochure dont nous allons donner un résumé.

M. LIÉGEARD ayant ensuite donné lecture de son travail, M. le président remercie l'auteur de son intéressante communication et demande à l'assemblée d'en voter l'insertion. (*Applaudissements.*)

M. le président fixe ainsi qu'il suit l'ordre du jour de la séance de novembre.

1° *Étude sur la richesse comparative des départements de la France*, par M. Adolphe Coste.

2° *Le tabac et la dépopulation de la France*, par M. Decroix.

Il annonce que M. Boutin, directeur général des contributions directes, fera, dans la séance de décembre, une conférence sur les résultats de la grande enquête sur les propriétés bâties.

Dans la séance de janvier, M. Georges Martin lira un travail dont le véritable titre est : *Les Différentes Bourses au point de vue des placements à l'étranger.*

La séance est levée à 11 heures 1/4.

---